

LE DÉVELOPPEMENT LOCAL EN HONGRIE ET EN RÉPUBLIQUE TCHÈQUE : UNE ENTREPRISE DE « LEADERSHIP » POLITIQUE ?

par Pascal **Chevalier**¹ et Marie-Claude **Maurel**²

En Hongrie comme en République tchèque, la Politique européenne de développement rural (PEDR) s'applique à des espaces ruraux qui émergent d'une période de recomposition des activités (diversification socio-économique) et de transformation du mode de gouvernance (autonomie des collectivités locales). Le modèle européen de développement local qui est proposé dans le cadre de la PEDR est transcrit par chacun de ces Etats afin d'être mis en œuvre à l'échelle des territoires ruraux. Cadre de la vie démocratique au niveau local, les communes rurales sont en charge de la gestion des équipements et des services publics de proximité mais en raison de la fragmentation de la trame communale (intervenue au début des années 1990), elles ne disposent ni des compétences ni des ressources nécessaires pour impulser des stratégies de développement local. Celles-ci doivent être conçues et mises en œuvre à l'échelle d'un territoire d'action regroupant plusieurs collectivités locales et impliquant des partenariats élargis à diverses catégories d'acteurs sociaux.

A partir des recherches empiriques conduites à l'échelle des Groupes d'action locaux (GAL), constitués pour mettre en œuvre l'axe LEADER de la PEDR dans chacun de ces pays, la communication analyse le rôle des élus locaux dans la structuration des scènes de concertation locales et la manière dont ils coordonnent l'action publique en termes d'orientation des stratégies et de sélection des projets de développement local. A travers l'examen du mode d'exercice du *leadership* politique, on développe une approche comparative de la mise en œuvre du développement local.

Définie et formulée au niveau européen, la PEDR est transcrite de manière différente par les acteurs étatiques et incorporée dans leur système de gouvernance territoriale selon des logiques politiques qui leur sont propres. A une logique démocratique faisant sa place à une construction ascendante de l'action publique (*bottom-up*) qui l'emporte en République tchèque, s'oppose une logique bureaucratique imposant des contraintes normatives fortes aux initiatives locales et un pilotage par en haut (*top-down*) des procédures, en Hongrie. Ces logiques se traduisent par la mise en place de territoires d'action de conception radicalement différente en termes de couverture du territoire et d'articulation avec les espaces institutionnels.

La structuration des systèmes d'action au niveau local est abordée à travers la composition des partenariats des GAL et l'analyse de leurs réseaux d'acteurs. Les élus locaux, qui sont le plus souvent à l'initiative de la constitution des GAL, occupent une place centrale tant par leur implication dans l'activité du GAL que par la notoriété dont ils jouissent auprès des autres acteurs locaux. Le positionnement d'un petit nombre de maires (un ou deux) révèle l'établissement d'un véritable *leadership* politique sur la scène de concertation locale.

L'examen des projets sélectionnés et réalisés par les GAL montre que les porteurs sont majoritairement des municipalités tandis que la nature des projets atteste de la priorité donnée aux équipements publics et aux infrastructures. Enfin, la répartition géographique des projets (concentration versus dispersion) éclaire le type de rapports de force existant sur la scène intercommunale entre les municipalités et leurs édiles. Le *leadership* politique local s'est emparé d'un modèle de développement dans lequel il voit un instrument de rattrapage des équipements publics et une source de légitimation de son action.

¹ Maître de Conférences en géographie, Université Montpellier 3.

² Correspondant de l'Académie d'Agriculture de France, Directrice d'études à l'École des hautes études en sciences sociales.